www.sitecommunistes.org

Communistes

Bimestriel N°153

Sommaire

Page1: Edito: Affrontons sans compromis
Page 1: Souscription
Page 2: A l'ordre du jour la lutte
Page 2: Nlle Calédonnie
Page3 : Palestine. Martinique
Page4 : Liban: communiqué PRC
Page4 : Libération G. Abdallah

Editeur: Parti Révolutionnaire Communistes
Pour nous écrire : COMMUNISTES: 27 Boulevard Saint-Martin 75003 PARIS

Edito

Non au dialogue social : Affrontons sans compromis le patronat et le gouvernement !

Barnier prépare un nouveau serrage de ceinture au nom de la dette prévoyant **un effort de 60 milliards d'euros** ! Le « *premier remède à la dette, c'est la réduction des dépenses* » a-t-il insisté. Marine Le Pen présidente des députés RN lui apporte son soutien : « *Nous refusons de censurer a priori votre gouvernement pour lui donner une chance* ». Pour Éric Ciotti président des députés Union des droites : *"On a besoin d'une chirurgie lourde"*, et non *"d'une homéopathie à base de plantes"* affirme l'allié de Marine Le Pen.

Confrontées à l'usure du pouvoir, les classes dominantes et le capital ont un besoin impérieux d'une reconfiguration des forces politiques pour imposer une austérité brutale et plus forte pour les travailleurs.
Qu'ils soient de droite ou de gauche Renaissance, Modem, LR, Socialistes, Rassemblement National…, chacun à sa façon, tous insistent lourdement sur les « *sacrifices* » indispensables que le peuple doit faire. Ils mettront en œuvre la feuille de route du patronat cherchant coûte que coûte à imposer la politique du capital. Tous ces partis sont au service du capital disposant ainsi de plusieurs fers au feu les utilisant quand la nécessité s'en fait sentir.

Ce n'est pas aux travailleurs de payer la note

Marcron a creusé la dette de plus de 1000 milliards en 7 ans, en cadeaux au patronat. Entre 190 et 200 milliards d'euros par an d'aides publiques versées aux grandes entreprises, selon G. Attal. Il s'agit du premier budget de l'État plus de 30 % de son budget total et deux fois plus que le budget de l'Éducation nationale. La fortune cumulée des 500 plus riches Français est de 2.805 milliards d'euros selon l'Insee c'est-à-dire 42 % du PIB de la France, les dividendes versés ont dépassé les 63 milliards d'euros en 2023 un record…

Compromis et dialogue avec le gouvernement et le patronat : c'est NON !

Barnier envoie des signaux aux directions syndicales insistant sur sa volonté de « *compromis* » et de « *dialogue* ». Il a mis l'accent sur la nécessité d'un retour à la discussion entre « *partenaires sociaux* ». Les travailleurs n'ont rien à attendre des combinaisons gouvernementales et patronales face à l'austérité qui vient. Il n'y aura pas d'issue sans affronter ceux qui sont les principaux responsables de la dette : le grand patronat qui se gave. Seule la riposte des travailleurs, de la jeunesse peut faire reculer le gouvernement sur ses projets réactionnaires et arracher des revendications.

Il y a urgence pour un véritable plan de bataille.

La lutte des classes pour freiner et stopper le capital est le seul outil dont disposent les travailleurs pour y parvenir. Celle-ci doit être l'objectif urgent et essentiel de tous les travailleurs pour satisfaire les revendications.
C'est par la grève et dans la rue que notre avenir se décidera : pour nos revendications sociales, pour augmenter les salaires, abroger la réforme des retraites, la réforme de l'assurance chômage, défendre les services publics.
C'est à ce prix que des avancées seront possibles.
La lutte politique pour le changement de société et la débarrasser du capitalisme est incontournable afin que les travailleurs prennent le pouvoir en vue de diriger dans le sens des intérêts du peuple, de la nation et de la paix.

Vous avez votre place avec nous pour mener ce combat.

Souscription nationale

Un grand merci à tous ceux qui ont déjà répondu à notre appel et ont envoyé des chèques selon leurs moyens. Nous avons besoin de beaucoup d'argent pour faire connaître nos propositions dans tout le pays . Nous savons que nous pouvons compter sur vous. A nouveau merci à vous tous qui nous envoyez des versements.

Nom : **Prénom :**
Adresse :
Ville : **Code postal :**
Tél perso : *Signature*
E-mail :

Je verse la somme* de:……€
Chèques* libellés à :
Mandataire financier de Communistes. Vos dons pourront être déclarés aux impôts pour obtenir un dégrèvement. *66 % du montant des sommes versées.*
envoyer à : Parti Révolutionnaire Communistes
27 Boulevard Saint-Martin- 75003 PARIS

A l'ordre du jour : la lutte des classes sociales et politique

Le 1er octobre La CGT, FSU, Solidaire avaient appelé « *à une journée de grèves interprofessionnelles et de manifestations pour une rentrée sociale offensive et frapper un grand coup* », quelques heures avant le discours de politique générale du 1er ministre, renouant avec la stratégie adoptée lors de la lutte contre la réforme des retraites, calquant la mobilisation sur le calendrier parlementaire.

Cette journée de « *rentrée sociale* » a été bien en deçà des attentes des confédérations syndicales à l'initiative de cet appel. Elle a été à la hauteur des précédentes journées de *rentrée sociales*.

L'intersyndicale ayant prévalu dans la lutte contre la réforme des retraites n'a pas été au rendez-vous, avec des déclarations consensuelles de nombreux syndicats « *On va écouter et si on voit que ça va pas dans le bon sens on n'exclut pas de pouvoir faire des mobilisations* ».

Cette lenteur à organiser, à mettre en place une riposte et cette dispersion des forces nuisent à l'efficacité d'un mouvement à la hauteur des coups portés. il n'y aura pas d'issue sans affrontement

Construire des grèves durables et le blocage du pays

Il faut tirer les leçons de l'expérience du passé : sans l'arrêt de la production et des services le gouvernement au service du capital ira toujours plus loin dans l'austérité pour le peuple, dans la casse des acquis sociaux, le pillage des richesses du pays pour répondre aux exigences du capitalisme français, c'est une nécessité pour lui pour augmenter ses profits, pour tenir sa place dans la concurrence mondiale capitaliste.

Le discours de politique général de Barnier

C'est un plan d'austérité, confirmé par l'annonces de 60 milliards d'économies pour 2025 : coupe dans les dépenses publiques et sociales, dans le budget de la sécurité sociale, suppression d'emplois dans la fonction publique

Les annonces d'impôts sur les plus riches, c'est de la poudre aux yeux, mais aussi une insulte à tous les exploités dont ils vont raboter encore un peu plus les maigres revenus. Aucun retour en arrière sur la politique des cadeaux fiscaux pour les capitalistes.

Il y a les moyens financiers

De réduire: le déficit, augmenter les salaires, les retraites, assurer les dépenses de santé, relancer l'investissement, l'industrie, la recherche et de créer des emplois.

Il faut reprendre les milliards accaparés par le capital, faire payer la part patronale des cotisations sociales, frapper les profits capitalistes, s'attaquer au pouvoir des multinationales qui gouvernent notre pays.

Comment ?

Par la lutte de plus en plus large, de plus en plus forte et déterminée, seule la lutte anticapitaliste peut changer les choses. Il n'y a rien à attendre des discussions entre partenaires sociaux dans les salons ministériels, ne nous laissons pas détourner par les fausses solutions.

Plus que jamais à cette rentrée ce qui est à l'ordre du jour c'est la lutte des classes sociales et politique son organisation et son développement.

Vous pouvez compter sur le Parti Révolutionnaire Communistes

. Hebdon°893, *Non au dialogue social*
. Hebdo 03 10 2024, *Imposer la super austérité*

Pour adhérer
Prendre contact
Adresse: Parti Révolutionnaire Communistes
27, Boulevard Saint-Martin 75003 PARIS
***Courriel* : communistes@sitecommunistes.org**

Nom :

Prénom :

Adresse :

Ville :

Code postal :

Tél perso :

E-mails :

Face à la violence de la puissance coloniale, soutien sans faille aux peuples colonisés dans leur lutte de libération nationale

Pendant que la France se débat dans une des crises politiques les plus longues de le Vème République prenant sa source dans les contradictions profondes de son développement capitaliste mis en cause par l'intensité de la lutte de classe et les affrontements au sein du système impérialiste, l'État colonial français ne ménage pas l'intensité de la répression contre les peuples en lutte pour leurs droits économiques, sociaux, culturels et politiques que ce soit en Kanaky, en Martinique et dans toutes ses colonies ultramarines.

Ainsi, tandis qu'en ce 24 septembre 2024 la Kanaky, dont la colonisation remonte jour pour jour à 171 années, le Haut-Commissaire de la République a annoncé la mise en place et le renforcement de mesures liberticides : couvre-feu sur l'ensemble du territoire et restriction de tout mouvement sans justificatif entre 18h et 6h du matin, ainsi qu'une interdiction de la vente de boissons alcoolisées, de leur consommation et du port d'armes à feu. De plus les rassemblements et les manifestations seront systématiquement interdits. Ces mesures autoritaires témoignent de la peur des autorités d'une potentielle reprise des mobilisations. Deux jeunes militants kanaks ont été tués par les forces coloniales de répression dans la nuit de mercredi 18, au cours d'une opération policière au sud de Nouméa ce qui porte à 13 le nombre de morts .

Agés de 29 et 30 ans, mortellement blessés par les tirs d'un membre du GIGN, selon un communiqué du procureur de la République de Nouméa.

Tout est fait par les autorités de la France coloniale pour criminaliser le mouvement de lutte pour la légitime indépendance de la Kanaky. La sauvage répression de l'État français contre le mouvement indépendantiste kanak a été particulièrement violente ces derniers mois. Entre l'arrestation de plusieurs dirigeants de la CCAT[1] — déportés et enfermés en France — ainsi que le déplacement de nombreux prisonniers de droit commun en métropole La violence de la répression est à la mesure des enjeux que représente le maintien des territoires ultra-marins sous la férule coloniale de la France impérialiste.

Face aux révoltes qui montent, aux luttes des peuples pour leur libération nationale, il est nécessaire d'apporter une réponse claire sur le fond du problème et apporter un appui sans faille à ces combats légitimes pour l'indépendance.

[1]https://www.sitecommunistes.org/index.php/france/politique/2868-liberation-immediate-des-militants-independantistes-kanaks

Solidaires des peuples palestiniens et libanais, qui luttent pour leur liberté

Alors que le génocide à Gaza, méthodiquement organisé par les sionistes dure depuis un an, avec son cortège de morts, destructions, maladies, famine, l'armée d'occupation s'est également engagée dans une offensive militaire sanglante au Liban. L'État colonial sioniste d'Israël utilise au Liban les mêmes méthodes génocidaires qu'il emploie dans la Bande de Gaza, avec un seul but : tuer le plus de gens possible, et pour ce qui est du sud du Liban, chasser le maximum d'habitants.

Le conflit pourrait ici prendre une autre nature. Netanyahu souhaite manifestement l'élargissement du conflit, d'abord pour faire oublier la lutte de libération de la Résistance palestinienne, ensuite pour essayer de faire exploser la situation à partir du Liban dans le but de rééquilibrer le rapport de forces au profit des impérialistes occidentaux, contre l'axe impérialiste rival : Russie-Chine-Iran. La raison qu'une guerre impérialiste classique soit désormais envisageable ne change rien au fait que les Résistants palestiniens comme libanais ont raison de profiter de ces contradictions inter-impérialistes pour défendre leur libération nationale pour les uns et la liberté de leur nation agressée pour les autres.

L'agression du Liban est aussi la poursuite du rêve du Grand Israël et de la volonté depuis plus de 30 ans des sionistes de détruire ce pays. Cela confirme que le principal obstacle à la paix est l'existence de l'Etat colonial sioniste d'Israël, le prolongement organique de l'impérialisme occidental.

Le Parti Révolutionnaire Communistes entend continuer de rassembler tous ceux qui veulent un cessez le feu immédiat pour que cesse le massacre des Palestiniens et se prononcent pour la paix. Cela passe par le soutien aux revendications fondamentales du mouvement de libération nationale palestinien, surtout après l'assassinat d'un de ses dirigeants : fin immédiate de l'agression militaire sioniste, droit au retour des réfugiés et formation d'un État palestinien sur le territoire de la Palestine mandataire.

Martinique : situation intolérable sur fond de colonialisme florissant

L'Insee a publié en octobre 2023 une étude intitulée *« La Martinique face à la pauvreté monétaire »*. Nous ne savons pas précisément ce que le terme « monétaire » ajoute à la pauvreté. Pour autant, cette étude éclaire la situation actuelle de l'île. En 2020, 27% des Martiniquais vivent sous le seuil de pauvreté (12 points de plus qu'en métropole, le seuil est fixé à 60% du revenu médian[1] métropolitain) et cependant la Martinique a le taux de pauvreté le plus faible des Départements d'Outre-Mer !

L'étude montre également que ce taux de pauvreté est particulière marqué dans la population la plus jeune (45% chez les moins de 30 ans). **Et si l'indicateur de la pauvreté est dans le rouge depuis longtemps déjà, il en est de même des autres indicateurs : emploi, santé, services publics (en particulier distribution d'eau), environnement…**

Ce contexte explique en partie le mouvement contre la cherté des biens de consommation, pour la très grande majorité, importés. Notamment, les produits alimentaires sont 40% plus cher en Martinique qu'en métropole (situation similaire dans les autres DOM.)

Le Rassemblement pour la protection des peuples et des ressources afro-caribéens (RPPRAC), une association martiniquaise, a lancé cet été une campagne de dénonciation de la vie chère sur les réseaux sociaux et a initié des tentatives de blocage des centres commerciaux. Le mouvement a pris une grande ampleur et

faute d'ouverture d'une quelconque négociation, la situation s'est tendue à l'extrême. Le gouvernement a annoncé l'envoi de compagnies de CRS. Il convient de s'arrêter sur cette décision inédite depuis les années 60. En effet, lors de contestations sociales à la fin des années 60, les affrontements entre les manifestants et les CRS s'étaient soldés par des morts du côté des manifestants (tirs à balles réelles). Depuis lors, d'un tacite accord avec les responsables politiques martiniquais, les compagnies de CRS n'étaient plus apparues en Martinique.

Césaire n'est plus là et nous avons Macron à l'Elysée qui, manifestement après la Nouvelle Calédonie, persiste dans la provocation la plus irresponsable. A défaut de prendre les revendications en considération, c'est la politique de la canonnière.

Les économies des DOM sont *«des économies de comptoir»* qui consomment essentiellement des produits importés avec une faible mobilisation des ressources locales (du reste il est facile d'énumérer les produits-phares de la production martiniquaise aujourd'hui : tourisme, bananes et rhum). Par ailleurs, la distribution des produits importés est aux mains des grandes fortunes locales (les « Békés » en Martinique, héritiers des grands propriétaires fonciers esclavagistes) qui négocient des franchises avec les grandes enseignes de la distribution.

Pour reprendre les mots d'Ericka Bareigts (Réunion, PS, *a priori* une modérée, donc), interrogée au sujet de la situation en Martinique sur une chaîne de radio publique, le fond du problème reste que les DOM sont encore des colonies dans lesquelles le pouvoir économique demeure entre quelques mains. Aussi, la contestation contre les conditions de vie faites aux classes populaires devrait ouvrir le débat au sujet de ces discrets monopoles (vus de Métropole) qui font la pluie et le beau temps sur les DOM.

Les partis politiques *«domiens»* sont dans des échanges avec le gouvernement afin de faire évoluer le statut des collectivités territoriales pour plus d'autonomie administrative. Etrange décalage entre les préoccupations immédiates du peuple et celles de leurs représentants.

Le Parti Révolutionnaire Communistes, apporte son soutien aux luttes des peuples martiniquais et guadeloupéens pour dénoncer la vie chère. Sans mettre fin à la situation coloniale qu'impose l'État français, il ne peut y avoir de solution favorable et durable pour les peuples des caraïbes.

[1] Revenu médian : revenu qui sépare en deux la population des ménages, la moitié n'atteint pas ce niveau.

Communiqué du Parti Révolutionnaire Communistes sur les crimes de masse des sionistes au Liban

Funérailles de Fatima, 10 ans, victime de l'attaque aux bipeurs au Liban

Le mardi 17 septembre 2024, l'État d'Israël a fait exploser au Liban à distance, des appareils de communication piégés tuant 12 personnes dont 2 enfants et 4 professionnels de santé travaillant dans la banlieue de Beyrouth blessant 1200 personnes, dont de très nombreux civils.

L'État sioniste a réitéré le lendemain, tuant cette fois 20 Libanais et blessant 450 autres. Violation avérée du droit international, ce qui aurait été considéré comme une attaque terroriste abjecte de la part de n'importe quel pays ou groupe armé non-occidental est décrit en France comme une « *prouesse technologique* », « *un message fort* », une « *merveille d'intelligence* », une opération « *spectaculaire* », etc.

Cette opération et la suite, les bombardements tuant des civils, détruisent des bâtiments administratifs ou des églises, ressemble à s'y méprendre au début de l'attaque génocidaire contre Gaza. Tout cela prouve que les dirigeants de l'État sioniste, en échec militaire à Gaza, cherchent par tous les moyens à déclencher une guerre totale qui embraserait toute le Proche-Orient afin de faire oublier la cause palestinienne.

Pour le Parti Révolutionnaire Communistes l'absence de condamnation d'un tel acte par la plupart des pays occidentaux - la France se contente de dire son inquiétude - est un scandale, une preuve de plus « deux poids deux mesures" de plus en plus insupportable de la part des dirigeants impérialistes occidentaux et les *media* qui portent leur parole.

Pour ce qui est des *media*, en France, alors qu'on aurait pu s'attendre à une condamnation unanime d'autant que l'apologie de terrorisme est strictement encadrée, on se rend compte que cela ne s'applique pas si le coupable est Israël. C'est ainsi que l'on a vu le consultant Mathias Ulmann parler d'une « *opération de hacking phénoménale* », d'une « *prouesse technologique* » et d'un « *message fort* ».

L'Etat d'apartheid sioniste semble avoir le droit de déclencher des explosions dans un territoire étranger et de faire des milliers de victimes dont de très nombreux civils car son attaque qui devrait être qualifiée de « *terroriste* » par tous ceux qui n'ont que ce mot-là à la bouche est « *un message fort* ». On a même entendu l'ultra réactionnaire Goldnadel parler d'une opération « *difficilement critiquable moralement* ».

Clairement dans la *morale impérialiste* occidentale, ce n'est pas le fait de tuer des civils qui est « *moralement critiquable* », c'est de tuer des civils occidentaux ou israéliens. Les vies des civils arabes, libanais, palestiniens ne peuvent être considérées que comme des « *victimes collatérales* » ou « *des boucliers humains* ».

Quant au haut-commissaire aux droits de l'homme de l'ONU, Volker Türk, celui-ci a dénoncé ces actes barbares : « *Les responsables de l'attaque aux bipeurs contre les membres du Hezbollah devront rendre des comptes* », a-t-il averti mercredi 18 septembre. Et de préciser, dans son communiqué ; « *Le ciblage simultané de milliers de personnes, qu'il s'agisse de civils ou de membres de groupes armés, sans savoir qui était en possession des engins ciblés, où et dans quel environnement ils se trouvaient au moment de l'attaque, constitue une violation du droit international, des droits de l'homme et, dans la mesure où il est applicable, du droit international humanitaire* ».

Le Parti Révolutionnaire Communistes condamne avec force tous ces actes ainsi que les bombardements aveugles et systématiques du Liban par l'État colonial sioniste. Nous dénonçons plus fort que jamais l'impunité dont bénéficie l'État génocidaire. Nous approuvons ce que le Parti Communiste Libanais a dit dans son communiqué du 19 septembre : « *Ces attaques terroristes visent à intimider le peuple libanais et à le forcer à se soumettre aux conditions de l'ennemi sioniste et de son soutien, les États-Unis, empêchant les forces nationales libanaises de soutenir le peuple palestinien à Gaza. Ils cherchent également à renforcer le contrôle sécuritaire sur l'ensemble de la région, à consolider l'influence des puissances impérialistes sur les ressources pétrolières et les routes commerciales, et à maintenir la supériorité militaire et sécuritaire qualitative d'Israël, alors qu'Israël joue un rôle crucial dans ce projet plus vaste.*

La solidarité internationale avec le peuple libanais et son droit à résister à l'occupation est plus que jamais nécessaire, tout comme la condamnation de l'agression israélienne sur ses territoires et la poursuite de la campagne de solidarité avec le peuple palestinien pour mettre fin à la guerre génocidaire contre lui. ».

Vive la solidarité internationale avec les peuples palestinien et libanais, victimes de l'oppression sioniste.

Le 24 septembre 2024

Saint-Denis : une manifestation pour la libération de G. I. Abdallah

Samedi 28 septembre dans le cadre des initiatives organisées par la campagne unitaire pour la libération de G. I. Abdallah à laquelle participe notre Parti Révolutionnaire Communistes, s'est tenu une manifestation à Saint-Denis.

Plusieurs centaines de personnes se sont retrouvées à la gare de Saint-Denis avant de défiler dans la ville recevant un accueil chaleureux de la population. Après avoir baptisé une rue de la ville du nom d'Abdallah, les manifestants se sont arrêtés devant le magasin Carrefour pour stigmatiser le rôle de cette entreprise commerciale dans le soutien économique à la politique du gouvernement israélien exigeant son boycott et la cessation de ses relations avec l'État colonial d'apartheid. La manifestation s'est terminée à la mairie de la ville où de jeunes intervenants ont appelé au soutien de la lutte de libération du peuple palestinien et au soutien du peuple libanais face à l'agression d'Israël et à la libération de G. I. Abdallah. La lutte continue et de nouvelles initiatives sont programmées.

GEORGES ABDALLAH DOIT ÊTRE LIBÉRÉ !
MANIFESTATION LANNEMEZAN
26 OCTOBRE 2024

Voir réservation voir sur notre site

Communistes
commission paritaire : N° 0325 P 11306
directrice de publication :Christine PICAVEZ
3 Rue St Savin 85670 Saint Etienne du Bois
E'mail: communistes@sitecommunistes.org
- imprimé par nos soins-